

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA NOUVELLE POLITIQUE AMÉRICAINE—LES MESURES ATTENDUES DU CANADA EN ÉCHANGE DE CERTAINES CONCESSIONS

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Puis-je poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce? Après la réunion de hauts fonctionnaires canadiens et américains, qui s'est tenue vers la fin de la semaine passée, est-ce que le ministre peut dire à la Chambre quelles sont les mesures que le gouvernement américain a demandé au Canada d'adopter s'il veut bénéficier d'une amélioration des mesures économiques qui ont été prises ou annoncées par le président Nixon le 15 août?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur l'Orateur. Les conversations se poursuivront.

LA POSITION DES É.-U. QUANT AU COURS DU DOLLAR CANADIEN

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le *New York Times* a publié un article citant certaines déclarations de responsables américains selon lesquelles les difficultés de la balance des paiements américaine ne pourraient être résolues sans une réévaluation du dollar canadien. Je voudrais savoir si c'est là une des propositions qui ont été soumises au gouvernement canadien, et si le ministre peut nous assurer que l'augmentation de 9 p. 100 du dollar depuis mai 1970 est la seule chose que le gouvernement canadien est prêt à faire pour le moment?

L'hon. Jean Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Personnellement, je n'ai jamais entendu parler d'une telle proposition faite auprès du gouvernement canadien, mais je prends avis de la question pour que le ministre des Finances puisse y répondre demain.

M. Douglas: Le ministre dit-il à la Chambre qu'après les discussions de la dernière fin de semaine, il ne peut toujours pas dire aux Canadiens quelles sont les conditions préalables?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. L'honorable député pose la même question que la première fois.

* * *

LA CONSOMMATION

LES MÉDICAMENTS—L'ENQUÊTE SUR LES PRIX

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): J'aimerais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme la récente enquête sur le prix des médicaments a été menée dans les villes canadiennes par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, le ministre se déchargeait-il de ses fonctions ou avait-il demandé au ministère de la Santé de mener cette enquête?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je signale au député que la question ainsi posée n'est pas recevable. Je n'entrerai pas dans le détail de la question telle qu'il l'a posée, mais elle n'est certainement pas acceptable aux termes du Règlement.

M. Rynard: Puis-je alors demander au ministre de la Consommation et des Corporations s'il a ordonné cette enquête.

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Cette enquête a évidemment été ordonnée par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, mais les deux ministères et les deux ministres ont travaillé très étroitement à ce programme.

* * *

AFFAIRES INDIENNES

ALBERTA—LA CONDAMNATION D'UN INDIEN POUR BRACONNAGE—LE PROJET D'APPEL À LA COUR SUPRÊME

M. G. W. Baldwin (Peace River): J'aimerais poser une question au ministre suppléant des Affaires indiennes et du Nord canadien, dont c'est le tour de languir à la Chambre. A l'égard d'un Indien appelé Cardinal, dont la condamnation a été maintenue par la Division des appels de la Cour suprême d'Alberta pour infraction aux lois cynégétiques de cette province, malgré la protection que des traités assurent à cet Indien, le gouvernement a-t-il l'intention de faciliter un appel à la Cour suprême du Canada et de participer au défraiement des honoraires d'avocat de cet Indien?

L'hon. Martin P. O'Connell (ministre d'État): Je vais attirer l'attention du ministre sur cette question dès son retour.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

COLOMBIE-BRITANNIQUE—LA CONSTRUCTION DE CHAUSSÉES ET LE PAVAGE DE LA ROUTE DE L'ALASKA

M. Robert Borrie (Prince George-Peace River): Ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale. Comme suite aux accords de financement conclus avec Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse pour la construction de routes et de ponts dans ces provinces, le ministère envisage-t-il d'inclure parmi les régions désignées, la zone de la Colombie-Britannique située du nord du 52^e parallèle, afin qu'elle puisse bénéficier d'une aide financière pour la construction de routes et pour le pavage de la route de l'Alaska?

M. John Roberts (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): Ce n'est pas aujourd'hui que le ministre répond aux questions, mais je l'informerai de cette demande. Je peux dire, de façon générale, que le ministère a l'habitude de revoir constamment les suggestions de cet ordre.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Bell: Ils lui ont même dit d'aller se faire couper les cheveux.